https://web.sntrscgt.fr/spip.php?article1893

RIFSEEP : La réalité des enjeux

- ACTUALITES - Dossiers Thématiques - EMPLOIS & SALAIRES - PRIMES ET CARRIERES - RIFSEEP -

Date de mise en ligne : mardi 20 septembre 2016

Copyright © SNTRS-CGT - Tous droits réservés

Copyright © SNTRS-CGT Page 1/2

RIFSEEP: La réalité des enjeux

RIFSEEP: La réalité des enjeux

Le 6 novembre 2013, la totalité des syndicats de la fonction publique avait voté contre le RIFSEEP lors de son passage au Conseil Supérieur de la Fonction Publique, à l'exception de la CGC (SNIRS) qui s'était abstenue (

Compte rendu de la fonction publique de novembre 2013). Le 28 janvier 2014, dans une lettre commune à la ministre de la fonction publique, les syndicats – CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA - exigeaient la non publication du décret RIFSEEP, en déclarant : « L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions, d'Expertise et d'Engagement Professionnel se révèle aujourd'hui être un système de rémunération plus complexe, allant vers plus d'individualisation et tout aussi néfaste pour la mobilité. A bien des égards, elle nous semble aggraver la situation créée par la Prime de Fonction et de résultat ». (Lettre des organisations syndicales du 28 janvier 2014).

Depuis le SGEN-CFDT et le SNPTES (SNPTES-UNSA jusqu'à mai 2014) ont renié cette position, même si, dans une communication en date du 16 septembre 2016, le SNPTES fait mine de se raviser concernant le CNRS. Est-ce pour soutenir le gouvernement, à l'instar de ce que pratique la CFDT pour la loi travail, ou pour glaner des augmentations de prime en espérant limiter les dégâts de l'individualisation ?

Pour sa part, le SNTRS-CGT estime que ce sont les 10 000 signatures de la pétition « Ni RIFSEEP, ni statut quo » qui ont pesé sur le gouvernement pour qu'il augmente un peu les budgets primes des organismes de recherche visant à tenter de rattraper l'écart des montants des primes avec les agents universitaires. Mais cette augmentation, si elle devait avoir lieu même sur une base égalitaire, sera bien en deçà des revendications du SNTRS-CGT, en effet nous demandons un rattrapage des primes pour tous : ingénieurs, techniciens et chercheurs par rapport au reste de la fonction publique.

Ne soyons pas dupes, l'usine à gaz que représente le RIFSEEP contribuera à dégrader encore plus l'ambiance des laboratoires et des services avec l'individualisation poussée à l'extrême des primes qui en découlera. Elle renforcera encore plus le pouvoir de la hiérarchie. Contrairement à la PPRS, elle sera déconnectée de l'inflation. Son montant actuel ne pourra être garanti dans le temps, il sera remis en cause à chaque changement de fonction ou mobilité (Voir notre analyse). Elle ne sera en aucun cas un outil de progrès social!

Le SNTRS-CGT condamne l'entêtement du gouvernement de vouloir privilégier l'individualisation des rémunérations au détriment du relèvement du point d'indice. La vision à court terme des syndicats* qui ignorent la logique néfaste du RIFSEEP alimente les choix politiques de ceux qui veulent aller encore plus loin sur la voie du démantèlement du statut de la fonction publique.

Venez participer et débattre avec le SNTRS-CGT dans les réunions que nous organisons sur les réformes en cours dans nos établissements.

* SGEN-CFDT, SNIRS-CGC et SNPTES

Copyright © SNTRS-CGT Page 2/2